Commission
des relations
du travail
Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2010-2011

Demandes de renseignements particuliers

Commission
des relations
du travail
Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2010-2011

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP96 Au cours des cinq dernières années, nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et décisions. Ventilation par année .....

RP97 Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel déposées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorière ou un(e) cadre municipal(e) devant la CRT.....

RP98 Au cours des cinq dernières années, nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et nature des ordonnances .....

RP99 Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.....

RP100 Depuis la création de la CRT, par mois, et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements et règlements et rejetées). .....

RP101 Depuis la création de la CRT, par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne) .....

RP102 Budget de fonctionnement de la Commission en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 .....

RP103 Effectifs de la Commission en 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.....

RP104 Nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés en 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 et ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats .....

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP96

Au cours des cinq dernières années, nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et décisions. Ventilation par année.

Article 45: Aliénation ou concession d'entreprise	
Nature des décisions rendues	**2009-2010**
Accueillies	165
Désistements	77
Règlements	0
Rejetées	5
Sous-total	**247**

Article 46: Résolution de difficultés	
Nature des décisions rendues	**2009-2010**
Accueillies	4
Désistements	1
Règlements	0
Rejetées	0
Sous-total	**5**

Total	**252**

La plupart des requêtes accueillies le sont de consentement.

SOURCE : Commission des relations du travail, 22 avril 2010
COLLABORATION :
VALIDATION: (indiquer la direction et la date)

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP97

Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel déposées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorier(ère) ou un(e) cadre municipal(e) devant la CRT.

VOIR LISTE DÉTAILLÉE ANNEXÉE

SOURCE : Commission des relations du travail, 22 avril 2010
COLLABORATION :
VALIDATION : (indiquer la direction et la date)

Liste des plaintes reçues du secteur municipal du 1er avril 2009 au 31 mars 2010

N° cas	Date de réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
CM20091933	2009-04-09	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2010-03-26	Règlements	Joseph Hélal
						Ville de Montréal
CM20091943	2009-04-14	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2009-11-20	Règlements	Diane Taillon
						Municipalité de Lac Supérieur
CM20092043	2009-04-17	Loi sur les cités et villes (susp.)	Décision : Désistements, règlements	2009-11-24	Règlements	Christian Floriot
						Ville de Montréal
						Ville de Montréal arrondissement Mercier Hochelaga-Maisonneuve
CM20092070	2009-04-20	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Rejetées	2009-07-27	Rejetées	Haralambos Avgenikos
						Ville de Laval
CM20092118	2009-04-22	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Lise Godbout
						Ville de Montréal
						Ville de Montréal arrondissement Mercier Hochelaga-Maisonneuve
CM20092339	2009-05-04	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Pierre Lafleur
						Ville de Drummondville
CM20092443	2009-05-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Jacqueline Leduc
						Ville de Montréal
CM20092736	2009-05-22	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2010-03-12	Désistements	Claude Gagnon
						Municipalité de Saint-Félix-de-Valois
CM20092849	2009-05-26	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Denis Théorêt
						Municipalité de Rigaud
CM20093447	2009-06-19	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Dale Moore

						Ville de Gatineau
CM20093637	2009-07-06	Loi sur les cités et villes (susp.)	Décision : Désistements, règlements	2010-01-15	Règlements	Richard Stringer
						Ville d'Otterburn Park
CM20093753	2009-07-13	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			André Lebeuf
						Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
CM20093771	2009-07-14	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Jasmin Delisle
						Ville de Montréal
CM20093772	2009-07-14	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Jasmin Delisle
						Ville de Montréal
CM20093932	2009-07-22	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2009-10-22	Règlements	Lucie St-Pierre
						MRC des Collines-de-l'Outaouais
CM20093933	2009-07-22	Loi sur les cours municipales (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2009-10-22	Règlements	Lucie St-Pierre
						MRC des Collines-de-l'Outaouais
CM20093945	2009-07-23	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2010-01-15	Règlements	Richard Stringer
						Ville d'Otterburn Park
CM20093994	2009-07-28	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Denis Houle
						Ville de Saint-Basile-le-Grand
CM20094114	2009-08-03	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Alain Bérubé
						Ville de Montréal
						Ville de Montréal Arrondissement de Verdun
CM20094190	2009-08-10	Code municipal du Québec (dest.)	Cas en délibéré			Carole Simpson
						Municipalité de Sainte- Marie-Madeleine
CM20094658	2009-09-10	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Daniel Lafond
						Ville de Montréal
CM20094822	2009-09-22	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2010-04-01	Désistements	Daniel Décary
						Ville d'Otterburn Park
CM20094831	2009-09-23	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Claude Sauvé
						Ville de Gatineau
CM20095070	2009-10-05	Code municipal du Québec (susp.)	Décision : Désistements, règlements	2009-11-27	Désistements	Gilles Blais

						Municipalité de Marston
CM20095088	2009-10-07	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2010-03-25	Règlements	Julie Lafrance
						Municipalité de Saint-Paul-d'Abbotsford
CM20095394	2009-10-23	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Richard E. Ranger
						Ville de Gatineau
CM20095395	2009-10-23	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Madeleine Pronovost
						Ville de Montréal
CM20095498	2009-10-29	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Sylvie Perron
						Ville de Montréal
CM20095803	2009-11-09	Loi sur les élections et les référendums municipaux (dest.)	Cas en délibéré			Mudi Wa Mbuji Kabeya
						Ville de Montréal
CM20096431	2009-12-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Marie-Anick Godin
						Ville de Montréal
CM20096606	2009-12-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Richard E. Ranger
						Ville de Gatineau
CM20096752	2009-12-15	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2010-01-29	Désistements	Municipalité de Elgin
						Renelle Chartrand
CM20100144	2010-01-07	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Robert Brunet
						Ville de Brownsburg-Chatham
CM20100145	2010-01-07	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Marc Desforges
						Ville de Brownsburg-Chatham
CM20100146	2010-01-07	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Sylvain Allard
						Ville de Brownsburg-Chatham
CM20100147	2010-01-07	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Sonja Lauzon
						Ville de Brownsburg-Chatham

CM20100148	2010-01-07	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Marie-Josée Larocque
						Ville de Brownsburg-Chatham
CM20100149	2010-01-07	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Lisa Cameron
						Ville de Brownsburg-Chatham
CM20100150	2010-01-07	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Josée Turpin
						Ville de Brownsburg-Chatham
CM20100151	2010-01-07	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Line Milo
						Ville de Brownsburg-Chatham
CM20100222	2010-01-14	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Jean De Serres
						Ville de Montréal
CM20100391	2010-01-25	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Claude Bergeron
						Municipalite de Notre-Dame-de-La-Salette
CM20100445	2010-01-29	Code municipal du Québec (susp.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Marcel Gilbert
						Municipalité du Canton de Trécesson
CM20100497	2010-01-14	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Danielle Cyr
						Ville de Brownsburg-Chatham
CM20100560	2010-02-04	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Ville de Westmount
						William UY Ta Gia
CM20100582	2010-02-05	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Éric Deneault
						Municipalité de Frelighsburg
CM20100608	2010-02-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Marie-Laure Pilette
						Ville de Sherbrooke
CM20100663	2010-02-09	Loi sur les élections et les référendums municipaux (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Piper Huggins

						Université McGill
CM20100671	2010-02-10	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Jean Lamothe
						Ville de Kirkland
CM20100739	2010-02-15	Loi sur les élections et les référendums municipaux (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Piper Huggins
						Université McGill
CM20100795	2010-02-18	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Lynda Levasseur
						Ville de Montréal
						Ville de Montréal Arrondissement Plateau Mont-Royal
CM20100957	2010-03-01	Loi sur la Commission municipale (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Hélène Lessard
						Municipalité du canton de Stratford
CM20100972	2010-02-25	Code municipal du Québec (susp.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Municipalité de Blue Sea
						Sylvain Latreille
CM20101059	2010-03-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Richard Blondin
						Ville de Westmount
CM20101063	2010-03-08	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Josée Taillefer
						Municipalité de Elgin
CM20101313	2010-02-10	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Jean Lamothe
						Ville de Kirkland
CM20101467	2010-03-30	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Joël Ricard
						Municipalité de Sainte-Julienne
CQ20091917	2009-04-09	Code municipal du Québec (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Daniel Boivin
						Municipalité de Saint-Justin
CQ20092083	2009-04-19	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Accueillies	2010-04-01	Accueillies	Municipalité de Saint-Justin
						Raymonde Bastien
CQ20092955	2009-05-29	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Ville de Québec

						Yves Paré
CQ20092958	2009-06-01	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2010-02-15	Désistements	Municipalité des Escoumins
						Natacha Roberge
CQ20093543	2009-06-22	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Mario Laroche
						Ville de Victoriaville
CQ20094016	2009-07-16	Loi sur la Commission municipale (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2010-03-22	Désistements	Roland Besnier
						Ville de Carleton-Saint-Omer
CQ20094025	2009-07-20	Loi sur la Commission municipale (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Stéphane Cadorette
						Ville de Québec
CQ20094355	2009-08-20	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Marielle Dionne
						Municipalité de Sainte-Angèle-de-Mérici
CQ20094659	2009-09-09	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Marc Legris
						Municipalité de La Martre
CQ20094816	2009-08-21	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Marielle Dionne
						Municipalité de Sainte-Angèle-de-Mérici
CQ20100228	2010-01-14	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Gervais Boucher
						Village de Pointe-Lebel
CQ20100395	2010-01-22	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2010-03-31	Désistements	Hélène Dufour
						Ville de Degelis
CQ20100858	2010-02-20	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Benoit Saindon
						Régie intermunicipale de traitement de matières résiduelles de la Gaspésie
CQ20101198	2010-03-11	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Dominique Fortin
						Ville de Lévis
Nb: 71						

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP98

Au cours des cinq dernières années, nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et nature des ordonnances.

AUCUNE

SOURCE : Commission des relations du travail, 22 avril 2010
COLLABORATION :
VALIDATION : (indiquer la direction et la date)

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP99

Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.

Lois	Médiane[1]		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Année 2009-2010					
Code du travail	70	87	118	279	3980
Loi sur les normes du travail	149	261	178	376	2470
Loi secteur des affaires sociales	63	63	63	63	6
Lois – Construction et qualification	116	140	190	241	160
Loi – Ressources intermédiaires et RTF	66	66	64	64	194
Loi – Responsables d'un service de garde	21	21	43	43	154
Lois – Statut des artistes	196	196	196	196	1
Autres lois	93	308	208	400	71
Total	**108**	**152**	**138**	**302**	**7036**

SOURCE : Commission des relations du travail, 23 avril 2010
COLLABORATION :
VALIDATION : Secrétariat et direction générale

[1] Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la CRT

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP100

Depuis la création de la CRT, par mois, et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre des décisions rendues et résultats (accueillies, désistements, règlements et rejetées).

Question 100a: Nombre de conciliations prédécisionnelles au cours de la dernière année (2009-2010).

Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
Loi sur les normes du travail	2009	Avril	81	29	110
		Mai	101	22	123
		Juin	89	26	115
		Juillet	46	7	53
		Août	55	11	66
		Septembre	91	21	112
		Octobre	84	23	107
		Novembre	102	9	111
		Décembre	60	8	68
	2010	Janvier	99	21	120
		Février	89	28	117
		Mars	85	16	101
Total			**982**	**221**	**1203**

Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
Code du travail	2009	Avril	45	9	54
		Mai	17	1	18
		Juin	32	6	38
		Juillet	15	14	29
		Août	11	3	14
		Septembre	25	13	38
		Octobre	28	2	30
		Novembre	20	2	22
		Décembre	16	13	29
	2010	Janvier	15	7	22
		Février	31	7	38
		Mars	20	6	26
Total			**275**	**83**	**358**

Question 100b: Nombre de cas conclus au cours de la dernière année (2009-2010)

Année	Mois	Décisions				
		Accueillies	Désistements	Règlements	Rejetées	Total
2009	Avril	117	148	155	40	460
	Mai	95	137	200	72	504
	Juin	192	163	144	94	593
	Juillet	350	101	151	66	668
	Août	94	183	97	82	456
	Septembre	267	124	189	72	652
	Octobre	191	181	163	38	573
	Novembre	158	341	158	73	730
	Décembre	181	181	159	40	561
2010	Janvier	172	178	237	54	641
	Février	136	129	146	91	502
	Mars	156	223	200	117	696
Total		**2109**	**2089**	**1999**	**839**	**7036**

SOURCE : Commission des relations du travail, 22 avril 2010
COLLABORATION :
VALIDATION : (indiquer la direction et la date)

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP101

Depuis la création de la CRT, par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).

Question 101a: Délai de traitement (jours) des cas réglés depuis la création de la C.R.T. (du 25 novembre 2002 au 31 mars 2010) par mois

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Mois	Médiane[1]		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
Avril 2009	69	77	89	122	264
Mai 2009	50	69	106	160	260
Juin 2009	33	34	83	160	369
Juillet 2009	107	111	103	123	457
Août 2009	67	141	94	161	308
Septembre 2009	69	95	126	295	312
Octobre 2009	75	75	126	235	322
Novembre 2009	151	220	199	660	456
Décembre 2009	46	48	86	231	306
Janvier 2010	72	99	125	604	343
Février 2010	62	68	106	181	255
Mars 2010	73	85	136	241	328
Loi sur les normes du travail					
Avril 2009	153	213	165	324	186
Mai 2009	152	203	179	291	216
Juin 2009	146	271	175	368	194
Juillet 2009	148	263	178	329	191
Août 2009	157	280	194	348	135
Septembre 2009	154	244	170	298	210
Octobre 2009	148	277	177	373	199
Novembre 2009	152	257	208	333	178
Décembre 2009	160	289	188	380	220
Janvier 2010	148	351	174	712	268
Février 2010	145	233	178	335	204
Mars 2010	141	252	167	322	269

[1] Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la C.R.T.

Veuillez noter que la variation importante des délais totaux médians et moyens d'un mois à l'autre est généralement due à la fermeture, au cours de ce mois, de plusieurs dossiers dont le traitement a été interrompu en raison de procédures judiciaires. À titre d'exemple, en janvier 2010, les délais totaux de 604 jours du *Code du travail* et de 712 jours de la *Loi sur les normes du travail* sont attribuables à la fermeture de près de 100 dossiers ayant fait l'objet de procédures judiciaires et qui ont été reçus à la Commission, pour la plupart, au cours de l'année 2002.

Question 101b : Délai de traitement (jours) des cas réglés du 25 novembre 2002 au 31 mars 2010 selon les principaux articles

Mois	Médiane[2]		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
Article 16 - congédiement*	104	332	170	937	199
Article 25 - champ libre*	74	206	164	646	599
Article 25 - conflit*	42	44	66	147	253
Article 39 - modification*	39	39	68	75	791
Article 39 - statut de salarié*	80	136	202	391	253
Article 41 - révocation*	33	33	54	55	290
Article 45 - transmission*	48	48	100	147	247
Article 47.3 - renvoi*	140	143	176	254	210
Articles 114, 118 et 119 - avec accréditation*	43	64	85	230	108
Articles 114, 118 et 119 - sans accréditation*	41	134	51	211	10
Loi sur les normes du travail					
Article 79.1– plainte (maladie ou accident)*	145	249	165	317	339
Articles 79.7 et 79.8 – plainte (familiale ou parentale)*	142	214	155	296	43
Article 122 – plainte*	147	247	174	334	386
Article 122.1 – (retraite)*	168	338	189	433	20
Article 122.2 – (maladie)*	179	2849	179	2849	2
Article 123.6 - harcèlement psychologique*	151	275	197	372	314
Article 124 – plainte congédiement*	151	264	181	402	1321
Article 128 – indemnité*	129	341	144	397	43

Article 16 – congédiement CT : plainte en mesures disciplinaires – congédiement

Article 25 – champ libre CT : requête en accréditation, champ libre

Article 25 – conflit CT : requête en accréditation, conflit

Article 39 – modification CT : requête en modification d'accréditation

Article 39 – statut de salarié CT : requête en interprétation et statut de salarié

Article 41 – révocation CT : requête en révocation d'accréditation

Article 45 - transmission CT : requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle)

Article 47.3 – renvoi CT : plainte pour manquement au devoir de juste représentation – renvoi

Article 79.1 – plainte (maladie ou accident) LNT : plainte en congédiement, suspension ou déplacement

Articles 79.7 et 79.8 – plainte (familiale ou parentale) LNT : plainte en congédiement, suspension ou déplacement

Articles 114, 118 et 119 CT : requête en ordonnance reliée à une accréditation et sans accréditation

Article 122 LNT – plainte (pratique interdite)

Article 122.1 - (retraite) LNT: plainte en congédiement - général

Article 122.2 - (maladie) LNT: plainte en congédiement - maladie

Article 123.6 - harcèlement psychologique LNT: plainte pour harcèlement psychologique

Article 124 LNT: plainte en congédiement sans cause juste et suffisante

Article 128 - indemnité LNT: requête pour fixation d'indemnité

SOURCE : Commission des relations du travail, 23 avril 2010
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

[2] Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la C.R.T.

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP102

Budget de fonctionnement de la Commission en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

CRT	**2009-2010**	**2010-2011**
Rémunération	**11 885 000**	**11 752 600**
Fonctionnement		
Transport et communications	600 000	600 000
Services professionnels et auxiliaires	1 630 000	1 630 000
Loyers	1 550 000	1 550 000
Fournitures et approvisionnement	165 000	165 000
Service de la dette	55 100	
Amortissement	350 000	415 000
Total Fonctionnement	**4 350 100**	**4 360 000**
Grand total	**16 235 100**	**16 112 600**[1,2,3]

1. La CRT s'est vu octroyer un budget additionnel de 276 400 $ en 2010-2011 à la suite de l'intégration de la Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs. Conséquemment, la diminution réelle du budget de la CRT pour l'année 2010-2011 est de 398 900 $ ou 2.5 %.
2. Les prévisions budgétaires présentées ne tiennent pas compte de l'effort additionnel demandé par le ministre des Finances et la présidente du Conseil du trésor puisque les modalités d'application relatives à cette demande n'ont pas été encore établies.
3. Le budget 2010-2011 est en voie d'approbation du gouvernement.

SOURCE : Commission des relations du travail, 22 avril 2010
COLLABORATION :
VALIDATION : (indiquer la direction et la date)

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP103

Effectifs de la Commission en 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.

Effectifs 2009-2010
Répartition du personnel par catégorie d'emploi
Au 31mars 2010

Nombre d'employés			
Catégories d'emplois	*Employés réguliers*	*Employés occasionnels*	*Total*
Membre-dirigeant	3	0	3
Membre-commissaire	36	0	36
Cadre	3	0	3
Professionnel	38	0	38
Technicien et employé de bureau	39	2	41
Total	**119**	**2**	**121**

SOURCE : Commission des relations du travail, 22 avril 2010
COLLABORATION :
VALIDATION : (indiquer la direction et la date)

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP104

Nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés en 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 et ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.

Non pertinent à la CRT

SOURCE : Commission des relations du travail, 22 avril 2010
COLLABORATION :
VALIDATION : (indiquer la direction et la date)

Commission
des relations
du travail
Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2010-2011

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP2 Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats .....

RP3 Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2009-2010 indiquer :

a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV;
d) leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation. .....

RP9 Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :

a) nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
b) liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
c) frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
d) liste des participants à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents. .....

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

 # de fiche : RP2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

S/O

SOURCE : Commission des relations du travail, 22 avril 2010
COLLABORATION :
VALIDATION : (indiquer la direction et la date)

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

 # de fiche : RP3

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2009-2010 indiquer :

a. la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV;
d. leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

S/O

SOURCE : Commission des relations du travail, 22 avril 2010
COLLABORATION :
VALIDATION : (indiquer la direction et la date)

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

 # de fiche : RP9

Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :
a. nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
b. liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
c. frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
d. liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

a) Nombre de rencontres, de repas ou de réunions :

	Nombre de réclamations	Frais de voyage	Frais de fonction	Frais réunions ministérielles
Andrée St-Georges, présidente	48	7 234 $	2 360 $	846 $
Robert Côté, vice-président	59	9 115 $*	1 958 $	1 243 $
Pierre Flageole, vice-président	41	5 369 $	2 031 $	2 339 $

*Les frais de déplacement sont plus élevés puisque, pour 2009-2010, il est le vice-président responsable des commissaires de Québec.

b) Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre :

Personnes à rencontrer	But
Commissaires, gestionnaires, personnel	Gestion, formation
Barreau du Québec	Comité de liaison
Conférence des juges administratifs	Liaison
Association du Barreau canadien	Liaison
CCTM	Liaison
Conseil de la justice administrative	Comité d'enquête
Commission sur l'économie et le travail	Liaison
Cercle des sous-ministres et dirigeants d'organisme	Liaison

c) Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation : Voir a) et b)

d) Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents :

Conférence des tribunaux du travail du Canada – St-John's (Terre-Neuve)
- Andrée St-Georges : 2 008,70 $
- Pierre Flageole : 1 864,15 $

Rencontre annuelle ALRA – Oakland (Californie)
- Pierre Flageole : 1 869,71 $

Conférence Lancaster House - Toronto
- Pierre Flageole : 579,97 $

25e Congrès du Conseil canadien des tribunaux administratifs canadiens - Halifax
- Robert Côté : 1 501,11 $

Conférence des juges administratifs du Québec - Boucherville
- Pierre Flageole : 31,57 $

Conférence AJAVA - Montréal
- Andrée St-Georges 23,40 $

SOURCE : Commission des relations du travail, 22 avril 2010
COLLABORATION :
VALIDATION : (indiquer la direction et la date)